## Cahiers de recherche sociologique



## Pierre Bourdieu, *La noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1989, 568 pages

## **Marcel Fournier**

Number 14, Spring 1990

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1002099ar DOI: https://doi.org/10.7202/1002099ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (print) 1923-5771 (digital)

Explore this journal

## Cite this review

Fournier, M. (1990). Review of [Pierre Bourdieu, *La noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1989, 568 pages]. *Cahiers de recherche sociologique*, (14), 185–188. https://doi.org/10.7202/1002099ar

Copyright © Cahiers de recherche sociologique, 1990

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/



Comptes rendus 185

documentation retenue démarquent nettement ce travail. À côté, les ouvrages concurrents ont souvent l'allure d'un recueil un peu encyclopédique ou ennuyeux de positions théoriques trop éloignées du réel; d'autres ne proposent qu'une conception "paroissiale" de la sociologie tant leur horizon ne dépasse pas celui de la société à laquelle appartiennent l'auteur et le public visé. À cet égard, la décision de Giddens de rédiger deux versions de son livre, tout en "mondialisant" les questions qu'il aborde et la documentation qu'il utilise, traduit son double souci de mettre en relief les particularités locales et leur enchâssement dans un contexte plus global, planétaire, ainsi que la circularité des rapports qui lient ces deux échelles de la réalité sociale.

Certains applaudiront, d'autres regretteront. de ne pas trouver dans cet ouvrage la théorie de la structuration. Peut-être trouvera-t-on que Giddens n'a pas su oublier ses options théoriques. Mais quelle que soit l'opinion qu'on s'en fera, on donnera raison à l'une des assertions contenues dans le livre: en sciences du social, garantir la possibilité d'afficher une variété de positions théoriques contribue à faire reculer le dogmatisme.

Michel AUDET
Faculté des Sciences de l'Administration
Université Laval

Pierre Bourdieu, La noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps, Paris, Les Éditions de Minuit, 1989, 568 pages.

Quelques années avant Mai 1968, Pierre Bourdieu publiait, en collaboration avec Jean-Claude Passeron, Les Héritiers (Paris, Les Éditions de Minuit, 1964): appuyée de nombreuses données statistiques, cette étude remettait en question l'idée que l'on se faisait généralement des études universitaires comme voie de mobilité sociale. L'accès d'un plus grand nombre de jeunes à l'université, principalement dans les facultés des lettres et des sciences humaines, ne signifiait pas une réelle démocratisation du système universitaire. Le poids de l'origine sociale était toujours très lourd dans l'explication des succès et des échecs scolaires. La contestation étudiante de la fin des années 1960 était plus qu'une révolte contre l'Autorité (des maîtres, etc.), elle était une remise en question de la fonction sociale que remplit l'école et par là de la société elle-même, avec ses pouvoirs, son État et ses divers systèmes de contrôle social. Pour analyser le fonctionnement de la société contemporaine et le rôle qu'y joue l'école, Bourdieu introduira la notion de "reproduction"; il analysera aussi les diverses formes de "distinction sociale" dans l'ensemble de la vie sociale et culturelle (musées, théâtres, média, etc...). Parti d'une étude de l'éducation, le sociologue ouvrira graduellement son champ de vision pour déboucher sur une anthropologie du pouvoir et de la légitimité.

Aujourd'hui, les contestataires étudiants se sont rangés; plusieurs occupent des positions dans les universités, dans les médias et dans les divers organismes gouvernementaux, pour ne rien dire des cabinets des ministres et de conseils d'administration des entreprises publiques. Sous le titre à prime abord étonnant de La noblesse d'État, Bourdieu réunit diverses études qu'il a menées, en collaboration avec Monique de Saint-Martin, sur les grandes écoles en France. Les intellectuels et les universitaires aiment souvent parler d'eux-mêmes comme d'une "aristocratie de la pensée", mais les détenteurs de titres scolaires constituent-ils une noblesse avec tous ses privilèges et ses pouvoirs? Les contestataires d'hier sont-ils devenus les nobles d'aujourd'hui?

Comme dans ses études précédentes, Bourdieu analyse les "stratégies de reproduction", de l'éducation au mariage en passant par les stratégies proprement économiques, que les agents et les groupes mettent en œuvre pour maintenir ou améliorer leur position sociale. Dans La noblesse d'État, ce sont les stratégies déployées par ceux qui détiennent les positions de pouvoir. L'attention est donc centrée sur le système des grandes écoles: École Polytechnique, École Normale Supérieure, École Nationale d'Administration, etc. Tout, des conditions d'accès (écoles préparatoires, concours) aux programmes scolaires, en passant par les origines sociales des étudiants, fait de ces institutions des "écoles d'élite". La démonstration est claire: en ce qui concerne les grandes écoles, et en particulier pour l'École Nationale d'Administration, "la grande noblesse d'école est une noblesse d'État. Elle a partie liée avec l'État, dont elle sert les "intérêts supérieurs" — au nom de l'idée de dévouement au "service public" — dans la mesure où, ce faisant, elle sert ses propres intérêts. Il y a donc bien une relation entre le titre scolaire et la grande bureaucratie d'État" (p. 537). Cette relation tient au fait que "les titres scolaires assurent à leurs auteurs un monopole légal protégé par l'État, c'est-à-dire juridiquement garanti par l'autorité que l'État détient sur des postes" (p. 535). D'où la comparaison entre le titre ou le diplôme scolaire et le titre nobilaire.

L'originalité — et la force — de la démarche de Bourdieu est de ne pas se limiter à l'étude monographique d'une seule institution scolaire mais de prendre l'ensemble d'un réseau d'institutions d'enseignement supérieur pour en dégager la structure. Il s'agit d'une "tâche immense" qui exige la collecte de données nombreuses et diversifiées. C'est là un bel exemple d'une étude qui intègre la réflexion théorique et la recherche empirique. L'on comprend mieux comment l'école accomplit un travail non seulement de transmission de connaissances mais aussi et surtout de consécration sociale.

Si l'on exclut des livres tels Questions de sociologie et Choses dites, qui réunissent divers courts textes et entrevues où il réfléchit à haute voix sur sa propre démarche sociologique, Bourdieu s'est toujours refusé à donner un caractère systématique — et par là fermée — à ses réflexions théoriques. Chez Bourdieu, il n'y a pas, au sens strict du terme, de théorie de l'État ni de théorie des classes sociales; il n'y a pas de présentation scolaire des principaux concepts qu'il utilise

Comptes rendus 187

(champ, habitus, etc.). Déçus, certains diront de La noblesse d'État: "On peut regretter qu'au sommet de son art, Bourdieu nous lire un ouvrage aussi classique et sans apport majeur au point de vue théorique". Tout dépend de ce que l'on entend par apport théorique. Bourdieu n'aime guère les discours théoriques en bonne et due forme avec références obligées et discussions d'auteurs; ses livres sont plutôt des exemples d'un mode de pensée sociologique en acte. Pour se convaincre de la différence entre ces démarches, il suffit de comparer l'Initiation à la pratique sociologique que viennent de publier P. Champagne, Rémi Lenoir, Dominique Merllié et Louis Pinto² à n'importe quel manuel scolaire: les auteurs cherchent moins à codifier les résultats de diverses recherches et réflexions sociologiques récentes qu'à transmettre les dispositions qui, requises par la pratique actuelle de la recherche sociologique, impliquent une capacité d'autoréflexion et de construction des objets.

Pour réaliser La noblesse d'État, Bourdieu s'y prend de la même manière que pour ses autres grandes études récentes, la Distinction ou l'Homo academicus: l'ouvrage ne comporte pas d'introduction théorique ni de confrontation quelque peu étoffée avec des auteurs ou des courants. Et même si dans le titre, il est question d'État, le lecteur ne rencontrera pas au fil des pages l'institution étatique comme le lui présentent habituellement les politologues; tout au plus verra-t-il se profiler le "champ du pouvoir". D'ailleurs le seul titre de l'ouvrage déconcerte; hier, certains parlaient d'État bourgeois, comment associer aujourd'hui à l'État une nouvelle noblesse qui n'a de noble que ses titres scolaires? L'angle d'approche est certes restreint puisqu'il s'agit précisément des Grandes écoles, mais l'apport de l'étude est général.

De La noblesse d'État, l'une des critique faciles est d'affirmer que son analyse ne vaut que pour la France, avec son système scolaire et politique particulier. Ce serait oublier que même si l'organisation des systèmes scolaires varie d'un pays à l'autre, les processus sociaux sont fondamentalement semblables lorsqu'il s'agit de consécration et de légitimation: toutes les institutions scolaires exercent des "rôles d'institution". Par exemple, à un moment où elle voulait rayonner sur toute l'Amérique du Nord, l'Université de Montréal a choisi, pour sa première campagne de souscription en 1920, le slogan "Noblesse oblige"!

Enfin, comme tout ouvrage sociologique, La noblesse d'État peut être classé sous une rubrique particulière, par exemple la sociologie de l'éducation, et n'être l'objet d'un intérêt que pour une catégorie de spécialistes, les sociologues de l'éducation. Mais personne ne doit se laisser prendre à ce petit piège que se tendent entre eux les universitaires. Tout comme les autres ouvrages de Bourdieu, La noblesse d'État ne relève pas de la sociologie spécialisée, mais aussi de ce qu'on

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> P. Le Galès, M. Oberti et J.-V. Pfirsch, Compte rendu de P. Bourdieu, La noblesse d'État, Sociologie du travail, vol. XXXI, no 4, 1989, p. 521-534.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> P. Champagne, Rémi Lenoir, Dominique Merllié et Louis Pinto, *Initiation à la pratique sociologique*, Paris, Dunod, 1989.

peut appeler avec Mauss la sociologie générale, c'est-à-dire cette partie de la sociologie qui a pour objet l'analyse des "faits généraux de la vie sociale" et pour objectif, la recherche de "ce qui fait l'unité de tous les phénomènes sociaux"<sup>3</sup>. P. Bourdieu nous invite à considérer que nos sociétés contemporaines sont à la fois semblables et différentes des autres. Semblables parce que la vie en société exige des rituels et se nourrit de symboles, différentes parce que les divers champs économique, politique, religieux, intellectuel, etc. — sont différenciés structurellement et bénéficient d'une grande autonomie. La sociologie, telle que la pratique Bourdieu, a quelque chose de classique non seulement par sa méthodologie mais aussi par les interrogations fondamentales auxquelles elle conduit. Aujourd'hui comme hier, nos sociétés sont confrontées à l'alternative: totalitarisme ou anarchie. Certains ont dit: Socialisme ou Barbarie. Les sociologues avaient peur au XIXe siècle de l'anarchie; aujourd'hui, ils craignent le totalitarisme. Comment se préserver de ce "mal du siècle"? L'on peut lire la conclusion de Bourdieu comme une invitation à réfléchir sur les diverses façons de se préserver d'un pouvoir absolu: par exemple, maintien de la différenciation structurelle, accroissement de l'autonomie relative des champs (politique, économique et intellectuel) ou éclatement des pouvoirs. La meilleure façon de se préserver du totalitarisme, c'est toujours d'opposer à chaque pouvoir un contre-pouvoir. Bourdieu ne le dira pas explicitement, mais heureusement que face au pouvoir économique et politique, il y a le pouvoir intellectuel... et la liberté de pensée. Il s'agit évidemment des sociétés occidentales qu'elles soient de l'Ouest ou... de l'Est.

> Marcel FOURNIER Département de sociologie Université de Montréal

Jean-Pierre Durand et Robert Weil, Sociologie contemporaine, Paris, Éditions Vigot, 1989, 644 pages.

Depuis le tournant des années 1980 c'est le branle-bas dans les paradigmes en sociologie. Tout comme d'ailleurs dans les autres sciences humaines. Structuralisme, scientisme, quantitativisme qui prévalaient dans les "sixties" se voient récusés par le retour en force de l'acteur social et par la vogue des méthodes qualitatives. Dans la multiplication actuelle des manuels de sociologie et des ouvrages consacrés à l'histoire de la sociologie, ne peut-on pas voir un effet inversé de l'éclatement du champ? C'est un peu la nostalgie de l'unité perdue qui nous ramène aux pères fondateurs. Les manuels, qui se veulent des outils entre les mains des apprentis-sociologues, et qui n'ont certes pas vocation de déconcerter et de décourager ceux-ci, présenteront les conflits paradigmatiques comme des débats académiques à l'intérieur d'une "discipline". "Une discipline constituée, avec ses

M. Mauss et P. Fauconnet, "La sociologie, objet et méthode", dans M. Mauss, *Œuvres*, t. 3, Paris, Éditions de Minuit, p. 176.